

**Oral statement at the 39th regular session of the Human Rights Council
Item 3&5: Clustered Interactive Dialogue with the Special Rapporteur on Indigenous People**

Delivered by: Lucien Favre, CSSp September 19, 2018
Merci Mr. le Président,

VIVAT International est attentif à la situation des droits des peuples autochtones en République du Congo/Brazzaville. Je parle ici au nom de la communauté autochtone de Molembe, située au cœur du Bassin du Congo.

En 2016, cette communauté autochtone, qui regroupe environ 150 familles de l'ethnie « pygmée Baaka », a vécu une véritable tragédie après l'ouverture d'une route forestière par la société CIB-OLAM. Entre août et octobre 2016, 57 enfants, âgés pour la plupart de 2 à 5 ans, ont perdu la vie.

Avant l'ouverture de cette route, la communauté de Molembe vivait en autarcie. Avec le passage des engins lourds, des marres d'eau se sont constituées, les moustiques se sont rapidement multipliés et le paludisme est arrivé en force. D'autre part, alcool et cigarettes ont été troqués par les travailleurs contre les produits de chasse, pêche et cueillettes. Conséquence: la malnutrition s'est rapidement installée et avec l'arrivée du paludisme, l'anémie sévère a atteint la population la plus vulnérable entraînant la mort de 57 enfants. Alerté par le chef d'un village voisin, une équipe médicale de CIB OLAM est arrivée à Molembe le 09 septembre 2016, a diagnostiqué le paludisme, a constaté plusieurs décès mais n'a rien signalé aux autorités congolaises compétentes.

Les intérêts de CIB-OLAM ont prévalu sur le droit à la vie de la population autochtone de Molembe car en ce mois de septembre 2016, les auditeurs mandatés par la société suisse SGS, évaluaient la certification FSC indispensable à CIB-OLAM pour ses exportations de bois vers l'Europe et les Etats-Unis. ¹

Le « terrorisme industriel » a frappé et frappe encore !

VIVAT International recommande :

- Une contre-expertise indépendante concernant la certification FSC dont bénéficie CIB-OLAM.
- Une investigation pour rendre responsable les parties prenantes dans la tragédie de Molembe.

Je vous remercie

¹ A noter que le label FSC assure que la production de bois respecte les procédures garantissant la gestion durable des forêts et prend en compte également les aspects sociaux, environnementaux et écologiques des populations concernées. Au moment des faits, la société suisse SGS dont le siège est à Genève et qui se présente comme le leader mondial de l'inspection, du contrôle, de l'analyse et de la certification, avait des consultants sur place. C'est dans ce contexte et dans l'indifférence la plus totale, que 57 enfants autochtones ont été sacrifiés.